******

**Atelier sur la mise en œuvre de la Convention de 2003**

**pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel**

**Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde**

**du patrimoine culturel immatériel**

**Kaédi, Mauritanie, du 22 au 26 octobre 2013**

******

***Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à travers***

***le renforcement des capacités nationales au Maghreb***

Atelier de Kaédi, Mauritanie, 22-26 octobre 2013

Atelier sur la mise en œuvre de la Convention au niveau national

**Objectifs :**

L’atelier vise à informer et former des cadres du Ministère de la Culture, des agents d’autres départements ministériels concernés, des représentants des autorités locales, des représentants d’ONG et des membres des communautés à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Il porte sur les concepts-clés de la Convention, les obligations des États et les mécanismes de coopération et d’assistance internationale prévus aux termes de cet instrument. L’activité ciblera également des représentants des universités ou instituts de formation sur le patrimoine culturel dans l’objectif de sensibiliser le corps enseignant et les étudiants aux mécanismes internationaux existants en matière de patrimoine culturel immatériel et de les sensibiliser à l’importance de la prise en compte de sa sauvegarde dans la formation des futurs professionnels du patrimoine.

**Lieu de l’atelier : Ville de Kaédi**

Kaédi est une ville du sud de la Mauritanie, l'un des plus gros centres urbains du pays et la capitale de la Wilaya du Gorgol.

Elle est située sur la rive droite du fleuve Sénégalais.

La ville de Kaédi reflète la diversité culturelle du pays par la présence de plusieurs communautés.

**Facilitateurs :**

* **Ahmed Skounti**
* **Mohamed Mohamed Lemine Beidjeu**

**Participants : (voir liste en annexe)**

* Membres de la commission Nationale du PCI
* 12 délégués régionaux du Département de la Culture
* Représentant de structures administratives centrales (IMRS, Commission Nationale de l’UNESCO, Office National des Musés
* Représentant de la société civile
* Représentants des communautés (teinture de Kaédi)

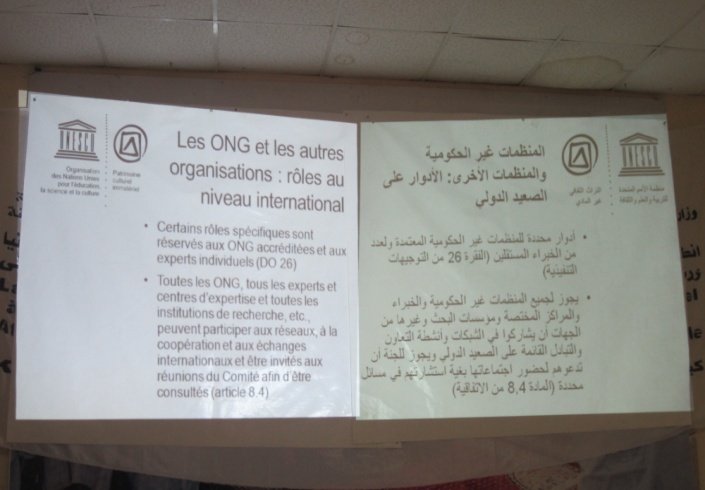
La présence des femmes était très faible 1 seule femme a assisté à l’atelier (voir conclusion)

**Outils pédagogiques :**

Dans cet atelier on s’est appuyé sur les supports pédagogiques conçus par l’UNESCO sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine culturel immatériel au niveau national.

Il s’agit, plus précisément, du matériel en PowerPoint dénommé IMP (pour *implementation* en anglais). Il comprend 12 documents consacrés chacun à un sujet précis et d’une présentation qui résume et rappelle les différents points abordés durant la formation.

**Langue de travail :**

Les présentations étaient en arabe et en français. On a utilisé 2 data show pour la projection simultanée sur 2 écrans parallèles.

Les participants en majorité maîtrisent les 2 langues (arabe et français). Chaque participant s’est exprimé dans la langue de son choix et recevait la réponse dans cette même langue ; parfois le même participant utilise les 2 langues pour s’exprimer.

Il faut noter qu’au plan de la communication la situation était parfaite (témoignage de participant).

**Déroulement :**

**Jour 1 : Mardi 22 Octobre**

La cérémonie officielle a débuté à 13 heures en la présence de Madame La ministre de la culture, de la jeunesse et des sports, du Wali du Gorgol et des représentants des autorités administratives de la wilaya. Un échange de discours a eu lieu à cette occasion :

**Discours de Monsieur Mohamed Ould Khattar, Représentant de l’UNESCO /Rabat**

Monsieur Mohamed Ould Khattar a rappelé le rôle que joue l’UNESCO dans le domaine de la culture comme espace de protection des identités culturelles nationales et communautaires d'où l' intérêt qu’elle porte pour la conservation et la valorisation du patrimoine culturel , matériel et immatériel, qui inclut les connaissances , les arts et les savoir-faire traditionnels et tous ce qui leurs est associés, et qui nécessite une identification, une protection une documentation pour son utilisation au service du développement . il a ajouté :

« La Convention de 2003, ratifiée par la Mauritanie en 2007 constitue un cadre important qui établi les mécanismes d'assistance et de soutien.

Dans ce contexte, le Bureau de l'UNESCO à Rabat met en œuvre un programme pour le Maghreb visant à renforcer les capacités des intervenants dans le domaine du PCI grâce à un financement Norvégien sur le Fonds du patrimoine culturel immatériel.

La phase actuelle de ce projet couvre des ateliers de formations destinées au renforcement des capacités des professionnels du domaine de la région.

Je saisis cette occasion pour vous féliciter Madame la Ministre pour avoir mis sur place un comité national pour le patrimoine culturel immatériel dont les membres sont présents avec nous aujourd'hui je félicite aussi la Mauritanie et la ville de Kaédi pour abriter la cérémonie de lancement de ce projet pour les pays du Maghreb et le démarrage effectif de ces activités par cet atelier

Chers frères participants

Vous allez durant les prochains jours suivre les présentations de deux experts internationaux. Nous espérons que ces exposés vous vous permettrons de mieux être outillé et vous permettrons de préparer des projets pertinents qui permettront au PCI de jouer un rôle clé dans le processus de développement.

Enfin, nous remercions les autorités mauritaniennes sur la bonne préparation au niveau national et local pour cette activité.



**Discours de Madame la Ministre de le Culture de la Jeunesse et des** **sports**:

Dans son discours d’ouverture de l’atelier, Madame la Ministre de le Culture de la Jeunesse et des sports a souligné la richesse et la diversité des différentes composantes du patrimoine culturel de Mauritanie.

Elle a précisé que le gouvernement mauritanien a mis en place une stratégie de conservation et de mise en valeur des différentes composantes du patrimoine et que dans le cadre de cette stratégie le département a mis en place des comités nationaux chargés du patrimoine culturel dans toutes ces dimensions, y compris un Comité National chargé du PCI.

Elle a souhaité que le présent projet lancé depuis la ville de Kaédi contribue à l’atteinte des objectifs du Ministère dans ce domaine. Et a déclaré ouvert l’atelier de sur la mise en œuvre de la Convention au niveau national.

Par la suite les participants ont assisté un déjeuner offert par Madame la Ministre en leur honneur dans la résidence du Wali du Gorgol.

**Première séance : (IMP1, IMP2 et IMP3) 16H-21H**

Une présentation du projet a été faite par Mme Allam Sanae du Bureau de l’UNESCO à Rabat.

**IMP1 : Présentation des participants :**

Une fiche de présentation a été remise à chaque participant.

**IMP2 : Présentation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel**

**IMP3 : Concepts clé de la convention**

Ces deux présentations (IMP2 et IMP3) ont fait l’objet des discutions de la part des participants en vue de mieux cerner le contexte global et les définitions de bases relatives à la Convention.

L’échange d’idées et d’informations entre les intervenants et les facilitateurs a montré l’intérêt et le niveau élevé des participants ; ce qui a facilité le déroulement des travaux par la suite.



A la fin des travaux de la journée les participants ont sollicité un réaménagement du programme afin que la pause de déjeuner soit reportée à 16 H évitant ainsi le retour pour les séances de l’après midi à cause de la chaleur.

Cette proposition a été acceptée permettant ainsi de faire Chaque jour une séance continue avec 2 pauses café à 11h et 14h.

**Jour 2 : Mercredi 23 octobre**

**Deuxième Séance IMP4 IMP5 et IMP6 (9h-16h)**

**IMP4 : Qui peut faire quoi dans la mise en œuvre de la convention ?**

A partir d’exemples présentés (Cérémonies des Chars du YAMAHOKO) et en se référant à des exemples locaux (La teinture de Kaédi, le festival des villes anciennes…), et aux textes de la Convention et les Directives Opérationnelles (DO), les participants ont appris que les parties prenantes dans la mise en œuvre de la convention sont : les communautés détentrices des PCI, les états parties ayant ratifiés la convention en plus des experts individuels, des organisations consultatives, des centres d’expertise et de documentation, des musées.

**IMP5 : La sensibilisation au patrimoine culturel immatériel:**

En ce qui concerne ce thème, l’accent a été mis sur le fait que généralement les détenteurs de PCI ne sont pas suffisamment sensibilisés à la sauvegarde leur PCI d’une part, et que d’autre part les jeunes générations doivent prendre de plus en plus conscience du PCI pour mieux assurer la sensibilisation au niveau local et national sur tous les aspects, notamment le respect de l’autre, la diversité culturelle, la tolérance.

L’exemple donné de la série télévisée de AMUL SURABHI en inde a conduit dans un exercice les participants à donner des exemples de moyens de sensibilisation au niveau local et national notamment la sensibilisation des jeunes par le rap, le porte à porte pour les communautés, les individus détenteurs de savoir-faire…

L’utilisation de NTIC et les réseaux sociaux pour la sensibilisation constitue un créneau bien apprécié par les jeunes.

**IMP6 : Identification et inventaire du patrimoine culturel immatériel :**

Le débat à ce sujet s’est concentré essentiellement sur le texte de la convention en ce qui concerne l’identification pour la sauvegarde et la réalisation des inventaires.

Comme l’indique la convention le PCI est attribué aux communautés, groupes et aux individus qui s’y identifient, le créent l’entretiennent et le transmettent.

Un cas pratique a été étudié il s’agit de la teinture locale de Kaédi

Cet exercice a vu la participation active d’une femme membre d’une ONG qui s’occupe principalement de la teinture de Kaédi.

Les participants ont réalisé cet exercice pour l’élaboration d’un processus d’inventaire qui respecte les concepts de base de la convention et qui fait ressortir le rôle central des communautés qui doivent consentir à participer à l’élaboration de l’inventaire de leur PCI.

**Jour 3 : Jeudi 24 octobre**

**Troisième Séance : IMP7, IMP8 et IMP9 (8h30 – 16H30)**

**IMP7 : Impliquer les communautés concernées :**

Après l’exposé un débat a été ouvert pour clarifier les différents aspects de cette question de l’implication des communautés; l’exemple qui décrit un processus qui a été voué à l’échec démontre très bien que l’implication des communautés est la clé de succès pour la réussite de toute activité concernant le PCI.

Une fois les communautés suffisamment sensibilisées elles peuvent consentir et participer à l’élaboration d’inventaires de leur PCI.

Monsieur Nami Mohamed Kaber Salihy, Directeur du Patrimoine a expliqué en détail le processus d’implication des communautés pour la présentation du dossier de candidature sur la Liste de Sauvegarde Urgente en 2011 de l’épopée maure T’heydinne en Mauritanie.

Les communautés ont désigné a cet effet des représentants qui ont assisté aux différentes phases de l’élaboration du dossier de candidature.

**IMP8 : Patrimoine culturel immatériel et développement durable**

Les intervenants ont souligné les liens qui existent entre le PCI et le développement en précisant le rôle que la sauvegarde PCI peut jouer dans le développement économique de nos sociétés par le bais de la création d’emplois, de l’émergence d’activités génératrices de revenus pour les populations locales, par le développement du tourisme équitable autour des lieux objets de PCI.

Cet aspect favorise le renforcement du respect mutuel entre les communautés, ce qui contribue au bien-être et au développent social des communautés

L’exemple du projet intitulé « L’alphabétisation par la poésie » au Yémen, grâce auquel des adultes ont appris à lire et à écrire en utilisant les formes traditionnelles de la poésie illustre bien l’appui au développement social, celui aussi du ballet royal du Cambodge prouve que le PCI est générateur de revenues. Celui de la construction des ponts chinois en arc est un exemple de la disponibilité durable de certaines ressources naturelles des forêts sont plantées et entretenues pour assurer l’approvisionnement en bois pour la fabrication des ponts.

Toutefois les participants ont signalé les risques qui peuvent peser sur le PCI et qui seraient dûs aux pressions des activités commerciales qui ne doivent pas altérer la signification du PCI.

**IMP 9**: **Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel**

L’étude de cas présentés montre que la Convention et les DO exigent des Etats qu’ils mettent en place des mesures de sauvegarde générales visant à créer des conditions propices au PCI, et des mesures spécifiques visant à sauvegarder des éléments précis.

La sauvegarde doit s’effectuer avec le concours et la participation des communautés concernées.

A cet effet les participants demandent à l’Etat de prendre toutes les mesures pour assumer ses engagements vis-à-vis de la Convention, et souhaitent que les politiques et stratégies de sauvegarde tiennent compte de la participation et du consentement des communautés.

A la fin de cette séance un exercice pratique a permis de renseigner quelques éléments relatifs à un plan de sauvegarde de la teinture à Kaédi.

****

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activité** | **Parties prenantes** | **Calendrier** | **Coûts/ besoins** | **Résultats escomptés** |
| **Indentification**  **Inventaires**  **Documentation**  **Sensibilisation** | **Etats**  **Les teinturières**  **(communauté il existe sur place et les zones environnantes des familles détentrices de savoir-faire ancestraux dans le domaine de la teinture)** | **1an** | **- Ressources humaines**  **- Transport**  **Matériel de bureautique**  **- Matériel audio visuel**  **4.000.000 UM** | **- La teinture de Kaédi est identifiée comme un PCI**  **- Les communautés sont consentantes**  **-Les communautés participent à la sauvegarde de ce PCI** |

**Jour 4 : Vendredi 25 octobre**

**Quatrième Séance : IMP10 et IMP11 (8h-13h30)**

**IMP 10 : Politiques et institutions**

Dans cet exposé les participants ont discuté et débattu de l’importance du cadre juridique et administratif qui doit être mis en place en Mauritanie. Ils ont souhaité que les différentes parties impliquées dans le PCI et en particulier les communautés soient largement associées au processus en cours visant la mise en place d’un code du patrimoine culturel intégrant la composante du PCI. Il devra tenir compte des aspects liés aux autres secteurs (environnement, éducation, santé l’aménagement du territoire…).

Ce nouveau code devra en particulier prendre en compte la mise en valeur du PCI et son intégration dans les programmes de planification, il est aussi demandé de mettre sur place des organismes chargés de la sauvegarde du PCI.

Les participants ont déclaré que l’absence de cadre juridique approprié handicape fortement la promotion et la sauvegarde du PCI dans notre pays .

**IMP 11 : Candidatures**

L’exposé a permis de définir que la présentation de candidature est la preuve que les différentes parties concernées prennent au sérieux la nécessité de la sauvegarde de leur PCI en les inscrivant dans l’une des 2 listes (LSU et LR) ou pour le Registre des Meilleures Pratiques.

La présentation de candidature montre que les Etats partie mettent réellement en ouvre la convention en identifiant et en inventoriant les éléments de PCI présent sur leur territoire

Les discussions et les échanges d’idées ont permis de mieux comprendre les différences entre l’une et l’autre des 2 listes et on remarque que selon le degré de viabilité de l’élément il sera inscrit sur l’une ou l’autre des listes.

L’élément pourra aussi être transféré de l’une à l’autre ou tout simplement supprimé des listes si cela est jugé nécessaire par les différentes parties concernées et particulièrement si les communautés le jugent.

La question de l’inscription des éléments de PCI des minorités (refugiés, minorités, déportés..) a été soulevée par les participants pour revenir aux textes de base (...l’Etat partie est tenu d’assurer la sauvegarde du PCI présent sur son territoire..).

**Jour 5 : Samedi 26 octobre**

**Cinquième Séance : IMP12 IMP13 (9h-14h)**

**IMP12 : Coopération et assistance Internationale**

Les participants ont discuté après l’exposé détaillé les différents aspects liés à la coopération et ont conclu que la convention encourage la coopération et l’assistance internationale.

Les DO encouragent des programmes d’activités sous-régionales ; Ils incitent en outre les Etats parties à faciliter le partage de la documentation et des données relatives au PCI des autres communautés pour les mettre à la disposition des institutions de recherche travaillant dans ce domaine.

**IMP 13 : Questions à choix multiple**

Cette présentation a permis de restituer tous les thèmes abordés dans les séances précédentes.

Les questions posées par les participants étaient de plus en plus pertinentes et précises, ce qui démontre le degré de compréhension des exposés.

La question de la propriété intellectuelle a été soulevée et en l’absence d’une législation claire dans ce domaine, les participants ont souhaité que des outils juridiques soient mis en place pour protéger le droit des auteurs d’œuvres relevant du PCI, en concertation avec les communautés qui en sont détentrices.

**Cérémonie de clôture**

**La cérémonie de clôture a été marquée par un échange d’allocution :**

**- Un mot prononcé par Monsieur Taki au nom des participants**

Dans ce mot il a exprimé la satisfaction des participants pour l’excellente qualité de cet atelier aussi bien sur le plan du contenu des exposés qu’à celui des débats qui se sont déroulés. Il a exprimé aussi le souhait de la multiplication de ce type d’ateliers pour le renforcement des capacités des intervenants dans le domaine de la culture.

Il a rajouté que les participants sont des professionnels de la culture et du patrimoine et cette formation leur a apporté des connaissances, qui leurs permettront sans doute de contribuer positivement dans les différentes activités à mener dans le cadre de ce projet.

Il a au nom des participants remercié l’UNESCO, la Direction du Patrimoine et les autorités locales pour les efforts fournis pour la réussite de cet atelier.

Par la suite Mme Sanae Allam a prononcé un mot au nom de l’UNESCO pour remercier les autorités mauritaniennes de l’accueil et des bonnes conditions dans lesquelles se sont déroulés les travaux de cet atelier, qui marque le début effectif des activités de ce projet relatif au renforcement des capacités nationales en matière de gestion de PCI

Elle a aussi remercié les participants pour l’intérêt qu’ils portent pour le PCI et les encourage à mettre sur place, chacun en ce qui le concerne, des activités pour la mise en ouvre de la convention.

Ensuite le Wali du Gorgol a pris la parole pour remercier l’UNESCO et l’ensemble des intervenants pour la qualité des travaux de l’atelier. Il a souligné que cette formation contribuera sans doute à rehausser le niveau des connaissances des participants et constitue un point de départ pour la mise en œuvre de cette convention qui sans doute concerne la valorisation de notre patrimoine culturel immatériel garant de notre identité.

A la fin de son mot Monsieur le Wali a déclaré la clôture officielle de cet atelier.



**Conclusion :**

Malgré la réussite de cet atelier il convient de noter la faible présence des femmes parmi les bénéficiaires (une seule femme).

Par ailleurs les documents présentés en arabe semblent comporter des défauts de traduction qui ont retenu parfois l’attention des participants. Une révision de cette traduction serait utile.

Tous les participants à l’atelier avaient suffisamment de pré-requis pour profiter pleinement de cette formation car il s’agit en fait de professionnels de la culture ayant des responsabilités au niveau national et régional.

L’assiduité aux séances et les débats ont fait ressortir le grand intérêt des participants pour les questions liées au PCI et à son intégration dans les programmes de développement économique et sociale. De ce fait ils ont réclamé avec insistance la multiplication de ce type d’ateliers pour maitriser d’avantage les connaissances relatives à la Convention et ses instruments.

ANNEXES

Liste des participants

|  |  |
| --- | --- |
| Nom et Prénom | Fonction |
| 1 Nami Mohamed KaberSalihy | Président comité national PCI |
| 2 Mohamed Hamoud | membre comité national PCI |
| 3 MohamedouHdana | membre comité national PCI |
| 4 EthmaneDadi | membre comité national PCI |
| 5 Salek Mohamed ElMoustapha | membre comité national PCI |
| 6 TaghiAbdelhaye | membre comité national PCI |
| 7 NagaideKhalidouAbass | membre comité national PCI |
| 8 Sidi Mohamed Ebacar | membre comité national PCI |
| 9 Sidi ElmokhtarTlamid | membre comité national PCI |
| 10 Moustapha Bilal | membre comité national PCI |
| 11 Sidi Mohamed Meinouh | Délégué HodhElChargui |
| 12 Dia Mahmoud | Délégué HodhElGharbi |
| 13 Sidi Mohamed Ahmed | Délégué Assaba |
| 14 Mohamed Rachid Sidi | Délégué Brakna |
| 15 Thiam Amadou Alassane | Délégué Guidimagha |
| 16 Ahmed Brahim Blal | Délégué Trarza |
| 17 Abdelkader Ndaw | Délégué Inchiri |
| 18 AhmedouVall Youssef | Délégué Nouakchott |
| 19 Ahmed Agueb | Délégué Nouadhibou |
| 20 Saw Amadou Yero | Délégué Adrar |
| 21 BouhImijinn | Délégué Tiris |
| 22 Ba Jibril | Délégué Tagant |
| 23 Sidi Mohamed ElGhadi | Délégué Gorgol |
| 24 Kane Elimane | Cnesc |
| 25 Njaye Saydou Amadou | Association Kaédi Jingue |
| 26 Mme MdiabouSetamberéDiagana | Soninkara |

**Visibilité de l’atelier dans les médias**

Mise à part la Télévison Nationale et le site du Ministre de la Culture de la Jeunesse et des Sports cet événement n’a pas été médiatisé.

****

****

**PHOTOS D’ATELIER**

**DE KAEDI RENFORCEMENT DES**

****

****

****

****

****

****

****

****

****

****

****